

## Déclaration conjointe des syndicats européens sur l'intention de créer une coentreprise 'thyssenkrupp Tata Steel'

Bruxelles, 7 décembre 2017

Deux mois et demi après que Tata Steel et thyssenkrupp ont annoncé leur intention de fusionner leurs opérations acier en Europe ainsi qu'un plan de restructuration prévoyant la suppression initiale de 4 000 emplois, un véritable dialogue social autour d'un projet social et industriel à long terme, encore inexistant, n'est toujours pas engagé. Unissant leurs forces, les syndicats de Tata Steel et de thyssenkrupp Steel Europe de Belgique, de France, d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Espagne et du Royaume-Uni se sont réunis le 4 décembre sous l'égide d'industriAll Europe pour défendre d'une seule voix l'avenir des emplois et de la production en Europe.

\*\*\*\*\*

Le 20 septembre dernier, thyssenkrupp et Tata Steel ont annoncé leur intention de créer le numéro 2 de l'acier plat européen : 'thyssenkrupp Tata Steel', une coentreprise détenue à parité dont le siège sera installé aux Pays-Bas. Cette nouvelle entité devrait employer 48 000 salariés sur 34 sites et produire 21 millions de tonnes d'acier par an, pour un chiffre d'affaires annuel estimé à 15 milliards d'euros. Alors que les deux entreprises multinationales entendent conclure l'affaire d'ici la fin de l'année 2018, elles ont déjà annoncé que cette opération entraînerait la suppression de 4 000 emplois et que d'autres réductions d'effectifs ne sont pas à exclure dans les prochaines années.

A ce jour, plus de deux mois après l'annonce, le détail des aspects industriels et sociaux du plan de Tata Steel et thyssenkrupp ne sont toujours pas connus. Le protocole d'accord complet signé par les deux entreprises, l'ensemble des éléments économiques et sociaux du plan ainsi que les raisons justifiant une restructuration de grande ampleur n'ont toujours pas été présentés aux représentants des travailleurs de Tata Steel et de thyssenkrupp, ni discutés avec eux, que ce soit au niveau national ou au niveau européen. Les prévisions des deux entreprises reposent sur des scénarios optimistes qui ne tiennent pas compte de la fluctuation du marché de l'acier. Aucune évaluation détaillée du plan envisagé ne peut avoir lieu sans stress tests basés également sur des scénarios défavorables. Le manque d'informations empêche une information, une consultation et une participation appropriées des représentants des travailleurs dans cette prise de décision stratégique qui pourrait impacter la vie de milliers de travailleurs ainsi que celle de leurs familles.

Dans l'état actuel, la décision envisagée de créer une coentreprise semble être dictée par une pure logique financière, sans perspective industrielle à long terme. Les deux entreprises ont l'intention de transférer leurs dettes dans la future coentreprise (estimées à 4,0 milliards et à 2,5 milliards d'euros pour thyssenkrupp et Tata Steel respectivement), ce qui soulève de sérieuses inquiétudes quant à la durabilité de la coentreprise envisagée, y compris en termes de capacités d'investissement. L'industrie sidérurgique européenne joue un rôle stratégique clé dans la compétitivité de l'économie de l'UE puisqu'elle constitue la base de nombreuses chaînes de production industrielles. Sans la garantie d'un haut niveau d'investissements, y compris en R&D, et sans une base industrielle solide des fonctions corporate et de production en Europe, les activités acier de Tata Steel et thyssenkrupp ne seront pas en mesure de prospérer à long terme et les capacités et l'indépendance de la production européenne d'acier ne seront pas assurées.

Les inquiétudes sont d'autant plus profondes que l'intégration et l'optimisation de la production dépendront, entre autres, de la revue du réseau de production qui ne commencera pas avant 2020. S'il est vrai que des accords ont été conclus et des engagements pris par Tata Steel et thyssenkrupp

concernant la sécurité de l'emploi et la garantie des niveaux de production jusqu'en 2020-2021 (selon les sites), des incertitudes subsistent quant aux plans industriels et de production liés à la coentreprise après 2020.

A ces inquiétudes s'ajoute aussi le fait que les droits nationaux et européens à l'information, à la consultation et à la participation ne sont pas pleinement respectés. Alors qu'un dialogue social précoce et de qualité avec les syndicats et les représentants des travailleurs de tous les sites concernés en Europe est un préalable absolu, le niveau d'information et les délais de communication restent inacceptables. Les travailleurs de Tata Steel et de thyssenkrupp doivent avoir voix au chapitre concernant la stratégie de l'entreprise avant toute prise de décision finale. Leur implication ne peut pas être cantonnée à la seule gestion des conséquences sociales des restructurations mais elle doit être réelle dans tout le processus : avant, pendant et après la conclusion de l'affaire. Les droits existants à l'information, à la consultation et à la représentation au niveau des conseils d'administration doivent être garantis dans le futur.

Pour reprendre le message véhiculé lors d'actions syndicales qui ont déjà eu lieu sur différents sites : nous n'accepterons pas que le projet de coentreprise mette en danger l'avenir de nos emplois et de nos sites en Europe ni qu'il affaiblisse les droits des travailleurs. Nous nous opposerons à tout plan de restructuration et toute suppression d'emplois qui priveront Tata Steel et thyssenkrupp de l'expertise et du savoir-faire des travailleurs, qui sont indispensables à la production sidérurgique européenne. Nous n'accepterons pas que les engagements pris au niveau des plans d'investissement, y compris de la production des hauts-fourneaux, soient rompus. Enfin, nous nous opposerons à toute tentative de miner nos standards européens en matière de dialogue social chez Tata Steel et thyssenkrupp.

Même si le temps presse puisque les deux entreprises entendent signer l'accord début 2018, trop d'incertitudes et de risques potentiels entourent encore ce projet de coentreprise. Engagés à défendre les intérêts des travailleurs dans toute l'Europe de manière unie et coordonnée, les syndicats de Tata Steel et thyssenkrupp steel demandent urgemment :

- La publication immédiate du projet de coentreprise et l'entière transparence sur ce plan, y compris les implications industrielles, sociales et financières à long terme.
- Aucune suppression d'emplois, mais un engagement sur 10 ans des deux entreprises sur l'avenir des emplois, des sites, des investissements et des niveaux de production d'acier en Europe.
- Le respect des droits des travailleurs à l'information, à la consultation et à la participation sur le plan envisagé avant la signature de l'accord par les deux entreprises, ainsi que le maintien de nos standards de haut niveau en matière de dialogue social, codétermination incluse.

Sous l'égide d'industriAll Europe, les syndicats européens continueront de coordonner leurs activités aux niveaux national et européen, dans les prochaines semaines. Ils se réuniront à nouveau le 10 janvier prochain pour examiner la situation dans chaque pays et considérer d'autres actions potentielles si les directions de Tata Steel et de thyssenkrupp ne respectent pas nos demandes.

**Personne de contact :**

Aline Conchon, [aline.conchon@industrialall-europe.eu](mailto:aline.conchon@industrialall-europe.eu), +32 22 26 00 54

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.